

s'accuse au Canada, cette année, dans la production du porc, et qui s'établit entre 40 et 50 p. 100 dans l'Ouest et à 32 p. 100 dans tout le pays? Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour encourager la reprise de la production chez les éleveurs?

L'hon. J. G. GARDINER (ministre de l'Agriculture): Si l'honorable député veut bien revenir sur ce point lors de l'étude des crédits de mon ministère, je lui fournirai volontiers tous les renseignements.

ALBERTA

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUR LE REMBOURSEMENT DES DETTES ET CRÉANCES OBLIGATAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. H. ROSS (Calgary-Est): Le ministre des Finances a-t-il pris connaissance du plan de remboursement des dettes et créances obligataires de l'Alberta, qu'a annoncé récemment dans son exposé budgétaire le premier ministre Manning? Le ministre a-t-il offert la coopération du gouvernement fédéral dans le sens d'un mode de remboursement qui assure justice et équité? Dans l'affirmative, à quelles conditions?

L'hon. J. L. ILSLEY (ministre des Finances): L'honorable député a eu l'obligeance de me donner préavis de cette question, à laquelle je dois répondre par l'affirmative. J'ai pu discuter plusieurs fois le plan de remboursement avec le premier ministre Manning avant qu'il ne l'annonçât lui-même. Comme j'étais bien pénétré de l'importance d'un mode de remboursement juste et équitable, j'étais prêt, songeant tout particulièrement au crédit de l'Alberta et des autres provinces de l'Ouest, et, à la vérité, de tous les gouvernements du Canada, à recommander la coopération du Dominion dans le sens d'un plan juste et équitable. A la suite des entrevues que j'ai eues avec M. Manning, je lui ai fait part par lettre des recommandations que j'étais disposé à formuler. Voici cette lettre que je dépose sur le Bureau.

L'hon. M. HANSON: Quel accueil ont reçu les propositions du ministre?

L'hon. M. ILSLEY: On ne les a pas acceptées.

TRAVAUX DE LA CHAMBRE

PROCÉDURE À SUIVRE QUANT À L'ÉTUDE DE LA RÉOLUTION CONCERNANT LA CONFÉRENCE DE SAN-FRANCISCO

M. GORDON GRAYDON (chef de l'opposition): Je désire formuler une observation en marge de l'orientation de la discussion cet après-midi. La proposition du Gouvernement de pousser le débat sur les résolutions cet

[M. Wright.]

après-midi soulève la désapprobation assez générale des membres de notre parti. Personne ne s'oppose à ce que le premier ministre (M. Mackenzie King) fasse sa déclaration, mais il y a de sérieuses objections à laisser la discussion se poursuivre à la manière indiquée hier après-midi malgré les protestations et les objections que j'ai tenté de formuler. Nous désirons collaborer avec le Gouvernement, et les preuves à l'appui de cette assertion sont abondantes, je crois, mais nous ne croyons pas que la coopération doive être le fait d'un seul groupe. Le Gouvernement, le premier ministre le sait, a ajourné le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône et a présenté, au nom du premier ministre, la résolution relative à la Conférence de San-Francisco. Nous sommes convaincus, et le premier ministre s'en rendra facilement compte, du bien-fondé de notre attitude voulant que, après le discours de cet après-midi, la discussion soit suspendue afin de nous permettre d'étudier la situation à la lumière de l'exposé du premier ministre sur la politique du Gouvernement. Le premier ministre s'oppose-t-il à cela? Ses observations d'hier m'ont laissé l'impression qu'il ne s'y opposait pas beaucoup. Veut-il nous dire ce qu'il en pense, afin que nous puissions obtenir une formule acceptable?

M. M. J. COLDWELL (Rosetown-Biggar): Puis-je signaler que le chef de l'opposition ne parle pas au nom de toute la Chambre à cet égard.

M. GRAYDON: Je ne le prétends pas.

M. COLDWELL: Je croyais que l'honorable député avait dit qu'un même sentiment animait tous les milieux de la Chambre.

M. GRAYDON: Je n'ai rien dit de la sorte.

M. CASSELMAN: Nous avons vu hier la collaboration qu'on était prêt à accorder.

M. COLDWELL: Je ferai remarquer que vu les arrangements conclus hier, à ce que j'ai compris, nous sommes prêts à poursuivre cette discussion cet après-midi car il ne s'agit pas de disséquer les observations du premier ministre, mais bien de discuter les principes et les très importantes propositions de la Conférence de San-Francisco. Nous étudions cette question depuis des semaines, et nous sommes prêts à entamer la discussion. Je veux que la chose soit bien comprise.

L'hon. R. B. HANSON (York-Sunbury): Il n'y a eu aucune entente; il y a simplement eu de la part du premier ministre un ultimatum où il a dit qu'il procéderait ainsi, et que si nous n'étions pas prêts à continuer la discussion, tant pis pour nous. Cette question est tellement importante que les honorables